

Sous-financement de l'enseignement supérieur

La Coalition fait pression

France Bernier

Conseillère à la CSQ

Depuis le printemps dernier et notamment depuis le Sommet canadien sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle de février 2006, jamais n'aurons-nous autant entendu parler de sous-financement de l'enseignement supérieur. Différents acteurs sociaux, tant du secteur collégial que du secteur universitaire, auront plus d'une fois rappelé à nos deux gouvernements, fédéral et provincial, l'importance d'agir. Dans un contexte où savoir et information caractérisent la société, l'urgence d'un réinvestissement en enseignement supérieur a-t-elle besoin d'être justifiée davantage ?

Afin de rappeler à nos gouvernements leurs responsabilités à ce chapitre, la Coalition-cégeps¹ a tenu les 29 novembre et 1^{er} décembre derniers à Québec un grand rassemblement réunissant près de trois cents personnes. Étudiantes et étudiants, personnel de soutien, personnel enseignant, personnel professionnel et parents provenant de l'ensemble des régions du Québec ont échangé autour des enjeux et des conséquences du sous-financement récurrent du réseau collégial.

En conférence d'ouverture, monsieur Guy Bourgeault, professeur à l'Université de Montréal et témoin privilégié des travaux de la commission Parent, a rappelé l'origine des cégeps ainsi que le rôle-clé qu'ils ont joué dans l'accès à l'enseignement supérieur pour les femmes ainsi que pour les jeunes provenant de milieux sociaux moins favorisés. *Démocratisation* est sûrement le maître mot pour décrire l'impact qu'a

eu l'arrivée des cégeps sur le système d'éducation au Québec.

Par la suite, à tour de rôle, des représentantes et représentants des différentes associations sont venus prendre la parole pour illustrer les impacts de ce sous-financement sur le réseau collégial, les étudiantes et les étudiants ainsi que sur l'ensemble du personnel.

Non-remplacement du personnel en congé, précarité plus grande, surcharge de travail et stress croissant lié aux demandes d'aide auxquelles on ne peut plus répondre dans les milieux sont malheureusement le lot quotidien du personnel professionnel, a rappelé Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC). Illustrant son propos des témoignages de personnels professionnels dans les

cégeps, il traduisait ainsi la situation d'un collègue : « Que faire lorsqu'on est psychologue, que la liste d'attente est de cinq semaines et que vous anticipez qu'un élève en crise vous échappe ? », témoignait Bernard Bérubé.

Des cégeps à sauvegarder, un réseau à renforcer

Constat obligé et rappelé par plus d'un lors de cette rencontre, le sous-financement a entraîné un développement de la compétition entre les cégeps qui menace l'existence du réseau et aussi de certains cégeps en région qui doivent faire face à des baisses d'étudiantes et d'étudiants liées aux changements démographiques.



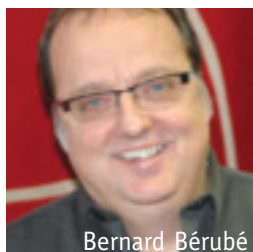
Des frais de scolarité divers ont connu une hausse telle qu'on assiste sans l'ombre d'un doute à une remise en question des principes de gratuité et d'accessibilité. Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégeps (FEC) rappelait justement le rôle-clé que jouent les cégeps en favorisant l'accessibilité à l'enseignement supérieur. « La constitution des cégeps en réseau est une force qu'il faut préserver », a-t-il insisté.

Un réinvestissement dans le réseau collégial et un financement qui assureront le développement et l'intégrité du réseau collégial ainsi que l'accès à des programmes diversifiés sur l'ensemble du territoire québécois sont des priorités pour l'avenir même du réseau. Dans la poursuite de ces objectifs, une Déclaration commune² a été adoptée.

Marie Racine, présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSSES) et membre du comité organisateur, a rappelé que cet événement historique a constitué une étape importante dans la construction d'une riposte solidaire pour obtenir gain de cause dans cette lutte qui s'avère cruciale pour l'avenir du réseau collégial. Dans le suivi de cette rencontre, la Coalition-cégeps procédera à l'élaboration d'un plan d'action.

1 Mise sur pied en octobre 2003, la Coalition-cégeps regroupe les associations étudiantes, les parents et les organisations syndicales suivantes : FAR, FECQ, ASSE, FEESP-CSN, FPSSES-CSQ, SCFP-FIQ, FPPC-CSQ, SPGQ, SPEQ, FAC, FEC-CSQ, FNEEQ-CSN.

2 La Déclaration est disponible à la rubrique *Enseignement supérieur* du site Éducation de la CSQ à l'adresse suivante : www.education.csq.qc.net.



Bernard Bérubé



Mario Beauchemin



Marie Racine

PHOTOS : FRANÇOIS BEAUREGARD